

Revue Solvabilité 2

Focus sur l'obligation d'audit et du rapport sur la liquidité

Imen SAID

Responsable Actuariat Solvabilité 2
Malakoff Humains



Mohamed ELAROUÏ

Associé
Exiom Partners



Mathieu SCHNEIDER

Senior Manager
Exiom Partners



Arthur Cordier

Consultant
Exiom Partners



SOMMAIRE

1 Contexte de la revoyure et calendrier prévisionnel

2 Rappel des principaux impacts pilier 1

3 Nouvelles obligations d'audit liées au pilier 1

A Eléments concernés et lien avec l'audit légal

B Macro-plan d'audit (modèle et hors modèle)

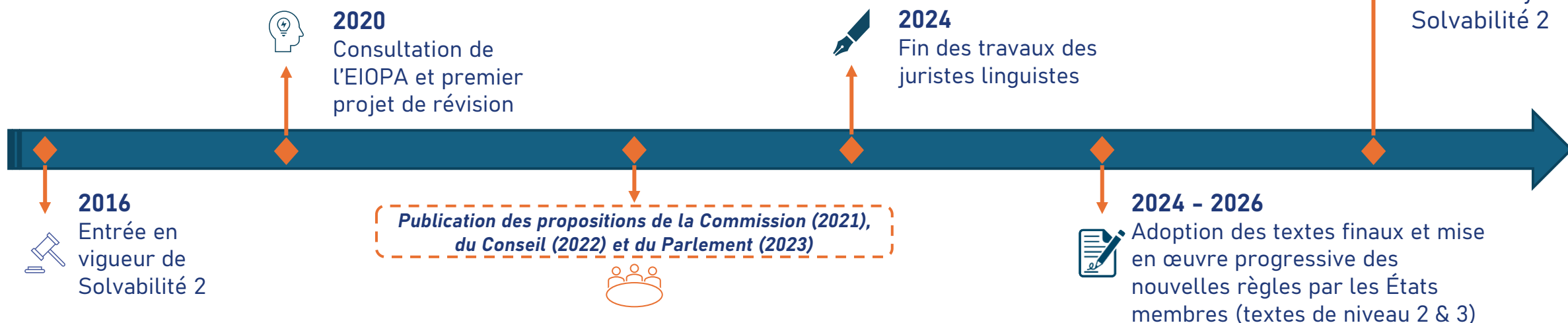
C Implication sur les processus de production et retours d'expérience

4 Impact pilier 2 ORSA

5 Impact sur les reportings à produire

1 – Contexte de la revoyure et calendrier prévisionnel

Horizon 2026



Enjeux clés

- Réduction des contraintes de capital, en particulier pour les assureurs de petite taille.
- Simplification et harmonisation des exigences à travers les États membres de l'UE.

2 – Rappel des principaux impacts pilier 1

Quelques rappels

Révision des méthodes de calcul des risques

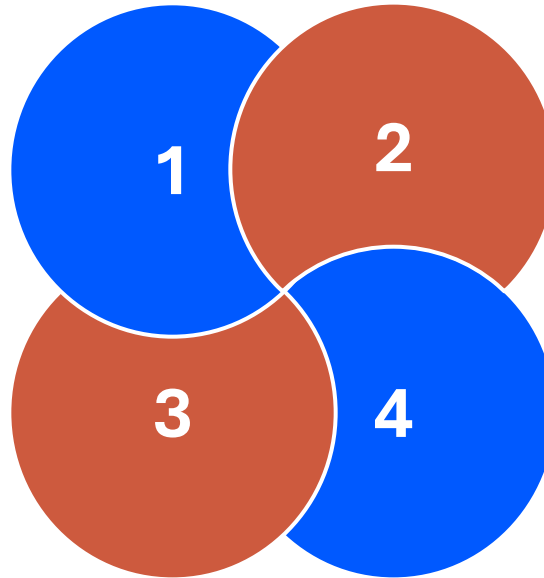
Ajustement des méthodes pour mieux capturer les risques de taux et réduire la volatilité des fonds propres, favorisant une meilleure stabilité financière des assureurs. En particulier :

1/ Revue de la méthode d'extrapolation de la courbe des taux

La méthode d'extrapolation, qui permet de prolonger la courbe des taux au-delà des échéances observables, est ajustée pour être plus prudente et stable, en réduisant la sensibilité des engagements de long terme aux petites variations des taux.

3/ Ajustement du calcul de la correction pour volatilité

Introduction d'ajustements pour mieux adapter le VA aux spécificités des portefeuilles d'assureurs et aux écarts de spreads nationaux. Elle inclut des ratios spécifiques pour affiner l'impact des spreads, avec une augmentation du ratio multiplicateur général de 65% à 85%, renforçant ainsi l'effet du VA.



2/ Revue des chocs applicables à la mesure du risque de taux pour le calcul du SCR

Les chocs sur les taux d'intérêt, utilisés pour mesurer l'impact d'une variation importante des taux sur les fonds propres, sont ajustés pour mieux représenter les scénarios extrêmes, rendant le calcul du SCR plus représentatif des risques, notamment en période de taux négatifs.

4/ Modification du calcul de la marge pour risques

La marge pour risques, qui représente le coût de transfert des engagements, est recalculée pour réduire l'excès de capital nécessaire, en s'alignant davantage sur les coûts économiques réels des assureurs (CoC : 6% → 4,75%).

A propos des investissements

- **Soutien à l'investissement de long terme** avec l'élargissement du dispositif LTEI, permettant un allègement de la charge en capital pour les actions de long terme et un mandat pour mieux intégrer les produits titrisés, facilitant ainsi le financement de l'économie.
- **Introduction de mesures de finance durable**, incluant la prise en compte des risques liés au changement climatique dans la gouvernance des assureurs, des plans de transition, et un traitement différencié pour les actifs « bruns » afin de mieux gérer les risques environnementaux.

3 – Nouvelles obligations d’audit liées au pilier 1

A - Éléments concernés et lien avec l’audit légal



Solvency and financial condition report: audit requirements – Article 51

For insurance and reinsurance undertakings other than **small and non-complex** undertakings and captive insurance undertakings and captive reinsurance undertakings, the balance sheet disclosed as part of the solvency and financial condition report **in accordance with Article 51(1) or the balance sheet disclosed** as part of the single solvency and financial condition report **in accordance with Article 256(2) point (b)** shall be subject to an audit.

By way of derogation from Article 29c, Member States may extend the obligation laid down in paragraph 1 to undertakings classified as small and non-complex undertakings, captive insurance undertakings and captive reinsurance undertakings.

The audit shall be carried out by a statutory auditor or an audit firm, in accordance with the auditing standards applicable pursuant to Article 26 of Directive 2006/43/EC. **Statutory auditors and audit firms**, when performing this task, shall comply with the duties of auditors set out in Article 72.

Information to be provided for supervisory purposes - Article 35

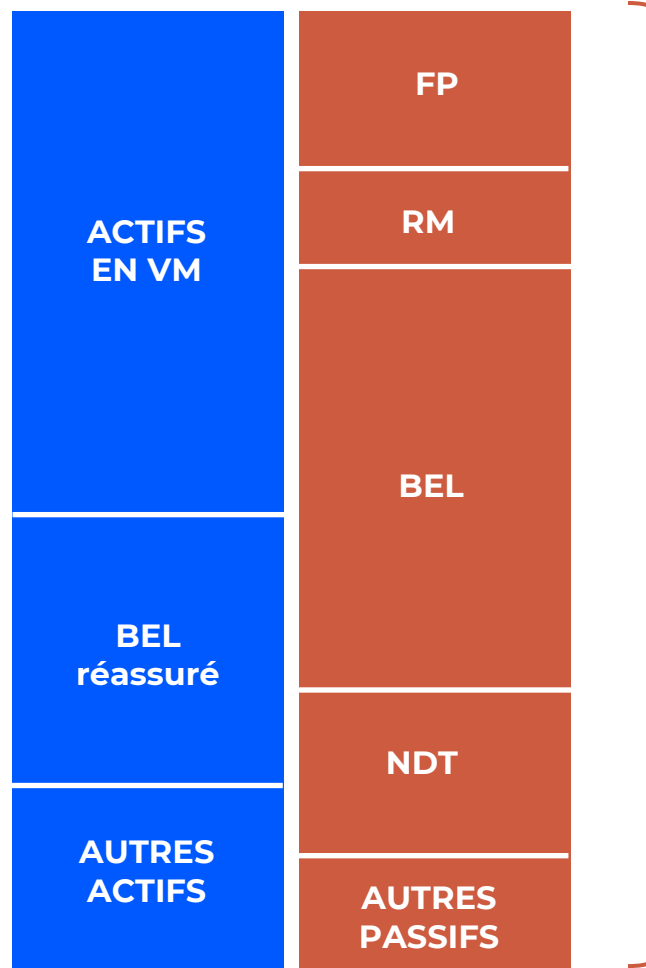
Member States shall ensure that insurance and reinsurance undertakings submit the regular supervisory report referred to in Article 35(5a) no later than 18 weeks after the undertaking's financial year ends.

Synthèse

- Obligation d’audit de la MVBS (Bilan économique) publiée dans le SFCR/RSR
- L’audit peut être réalisé par l’auditeur légal ou un autre cabinet d’audit agréé
- Les délais de remise seront ajustés à **18** semaines pour les entités solos (+4 semaines)

3 – Nouvelles obligations d’audit liées au pilier 1

A - Eléments concernés et lien avec l’audit légal



Solvabilité 2

Constat

- L’audit de la MVBS impose de valider un grand nombre d’éléments qui impliquent de nombreuses directions
 - Comptabilité des placements (par exemple pour les actifs en valeur de marché)
 - Valeur/actuariat modèle pour le BEL
 - Risques pour la marge pour risque
- Pour les acteurs publiant des comptes IFRS, ces contrôles sont déjà largement couverts par les éléments remontés à aux CACs
 - des ajustements (granularité, hypothèses retenues...) seront à réaliser les bonnes pratiques sont en théorie déjà mise en place
- Pour les autres acteurs, une montée en qualité sur les pièces d’audit potentiellement demandées devra être effectuée pour garantir la livraison des éléments demandés par les auditeurs en temps et en heure.

3 – Nouvelles obligations d’audit liées au pilier 1

B – Exemple macro-plan d’audit (modèle et hors modèle)

Axe	Sous axes	Exemple de contrôles clés
Sécurisation du BEL	Model points passifs (Vie)	<ul style="list-style-type: none"> Cadrage des PM modélisées/non modélisées Revue de la segmentation
	Model points actifs	<ul style="list-style-type: none"> Cadrage des volumes avec les autres directions/SI Test de risk neutralisation
	Scénarios économiques	<ul style="list-style-type: none"> Test de martingalité Test de market consistency
	Hypothèses techniques	<ul style="list-style-type: none"> Revue de la piste d'audit de calcul des hypothèses techniques clés : rachats structurels, tables de mortalité, taux de frais...
	Structure du modèle ALM et management actions	<ul style="list-style-type: none"> Cohérence algorithmes de PB et de taux servis Respect SAA
	Ecart de convergence	<ul style="list-style-type: none"> Cohérence prudentielle des règles d'allocation
Sécurisation de la Risk Margin		Revue de la méthodologie de calcul Revue des taux de chocs
Sécurisation des fonds propres		Méthode directe/indirecte



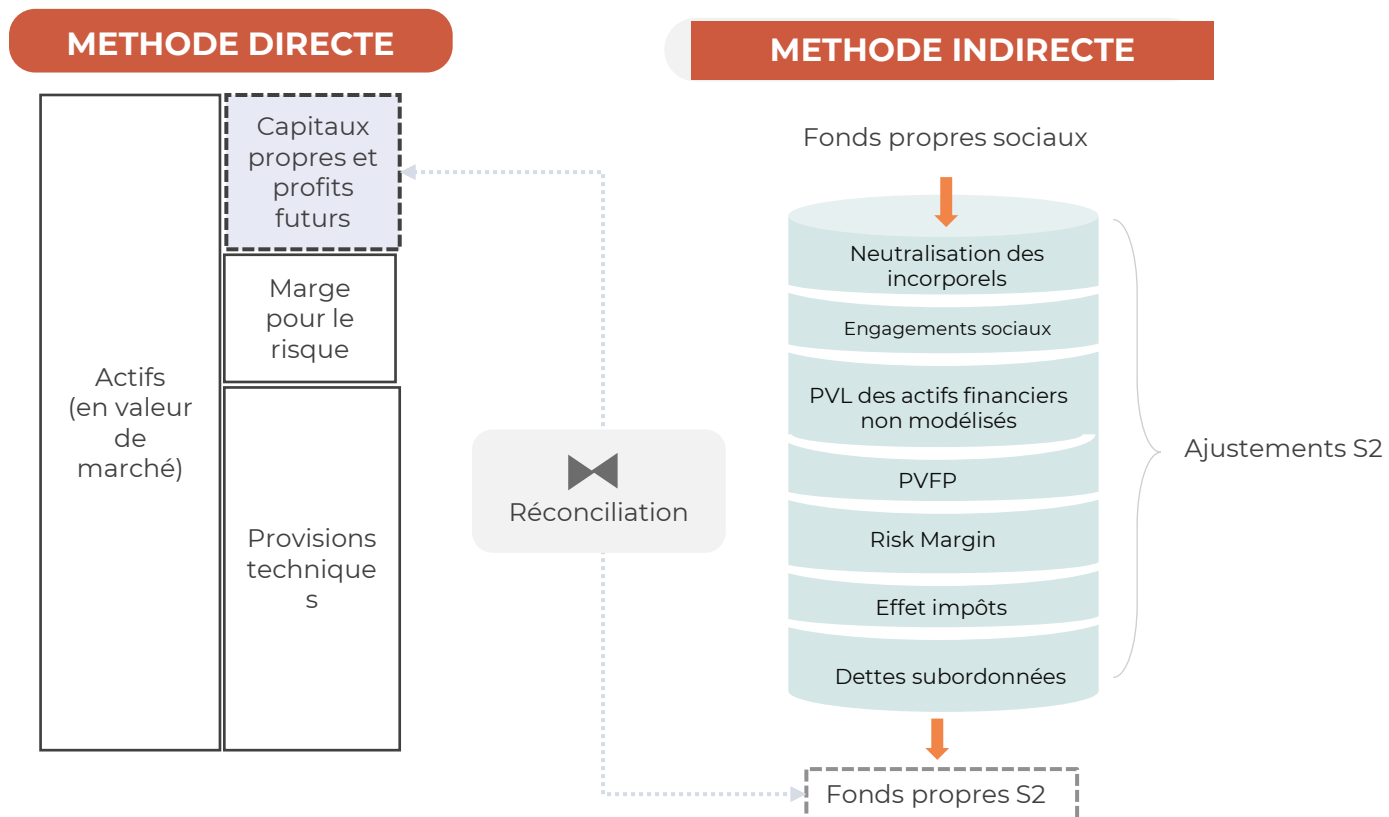
- Les changements de modèle et la cohérence économique de leur(s) impact(s) seront également scrutés

3 – Nouvelles obligations d’audit liées au pilier 1

B – Exemple macro-plan d’audit (modèle et hors modèle)

Synthèse

- La production d’un passage S1 – S2 auditable est un prérequis indispensable pour valider la MVBS Solvabilité 2 produite



3 – Nouvelles obligations d’audit liées au pilier 1

C - Implication sur les processus de production et retours d’expérience

Solvency and financial condition report

(31) **The burden of the auditing requirement** does not seem to be justified for low-risk profile undertakings, which are not expected to be relevant for the financial stability of the Union and whose policyholders are not numerous. One of the criteria that low-risk profile undertakings are required to meet is that they be small in size. To alleviate this burden, an exclusion from this requirement should be granted.

(32) It should be acknowledged, that, **although beneficial, the auditing requirement would be an additional burden for every undertaking.** Therefore, annual reporting and disclosure deadlines for insurance and reinsurance undertakings and for insurance and reinsurance groups should be **extended in order to give those undertakings sufficient time to produce audited reports.**

Constat

- **2016** : entrée en vigueur
- **2019** : réduction des délais des remises.
- **2026(?)** : introduction de l’audit du bilan.

Maturités des process dans des environnements qui continuent d’évoluer.

3 – Nouvelles obligations d’audit liées au pilier 1

D – Points d’attention & zones d’incertitude



Périmètre de la revue

Selon les textes à date, l’obligation de revue porte sur les seuls fonds propres publiés dans le bilan économique du SFCR et du RSR

→ Qui du SCR ? Les pays qui ont déjà imposé un audit S2 (Belgique, Angleterre...) ont également intégré le SCR. Le cas échéant, quid de la validation des modèles internes et de l’interaction de l’opinion d’audit avec les fonctions Validation Interne.

Appréciation de la matérialité

D’une manière générale les assureurs analysent la solvabilité avec l’indicateur Ratio de Solvabilité

- une incertitude sur les fonds propres économiques peut être compensée par un effet absorbeur du SCR et engendrer une moindre sensibilité du ratio.
- Une opinion sur les fonds propres économiques formulée isolément par rapport au ratio peut mettre en exergue des écueils jusqu’à lors jugés non matériels ou non “vus” quand on analyse la variation du ratio de solvabilité.

Pour les groupes soumis à IFRS 17, le modèle Vie fait l’objet d’une certification indirecte car il est utilisé pour le calcul des composantes du Bilan (meilleure estimation, CSM, Risk Adjustment). Néanmoins, si dans le cadre d’une opinion d’audit légal, une incertitude sur le BE et la CSM impacte le résultat financier au 2nd ordre (via l’amortissement de la CSM pour le modèle VFA), l’impact sur les fonds propres économiques est de 1^{er} ordre et peut conditionner l’opinion in fine.

Quid de l’opinion de l’auditeur concernant les changements de modèles prévus et non encore implémentés ?

Assertions d’audit

Quels principes sous-tendant l’opinion d’audit ? Quelle définition de l’image fidèle vs principe de prudence ?

- Valeur de marché conformément à l’article 75 de la Directive ?
- Ou application d’un principe de prudence en cas d’incertitude ou au lieu du Mark to Model « non conventionnel » ?

4 – Impact pilier 2 ORSA

Nouveaux scénarios à considérer (1/2)

Own risk and solvency assessment Climate change scenario analysis - Article 45a

1. For the purposes of the identification and assessment of risks referred to in Article 45(2), the undertaking concerned shall also assess whether it has any material exposure to climate change risks. The undertaking shall demonstrate the materiality of its exposure to climate change risks in the assessment referred to in Article 45(1).
2. Where the undertaking concerned has material exposure to climate change risks, the undertaking shall specify at least two long-term climate change scenarios, including the following:
 - a) **a long-term climate change scenario where the global temperature increase remains below two degrees Celsius;**
 - b) **a long-term climate change scenario where the global temperature increase is significantly higher than two degrees Celsius.**

Constat

- L'analyse des risques climatiques entre dans le cadre de l'ORSA via l'inclusion d'au minimum 2 scénarios long terme
- Ces nouveaux exercices mobiliseront des méthodes de projection déjà éprouvée pour les exercices pilotes ACPR

Own risk and solvency assessment – Article 45a

1a and 1b are inserted

For the purpose of paragraph 1, points (d) and (e), macroeconomic and financial markets' developments shall include, at least the following:

- (a) the level of interest rates and spreads;*
- (b) the level of financial market indices;*
- (c) inflation;*
- d) **interconnectedness** with other financial market participants;*
- (e) **climate change, pandemics, other mass-scale** events and other catastrophes, which may affect insurance and reinsurance undertakings.*

Constat

- Caractère plus prescriptif sur des scénarios souvent déjà considérés
- Événements de masse à considérer
- Considération sur les interactions avec les autres acteurs financier - par exemple disponibilité des actifs d'investissements

4 – Impact pilier 2 ORSA

Nouveaux scénarios à considérer (2/2)

Own risk and solvency assessment – Article 45a

in paragraph 1, second subparagraph, the following points (d), (e) and (f) are added:

(d) consideration and analysis of the macroeconomic situation, and possible macroeconomic and financial markets' developments

*(e) **upon a reasoned request** of the supervisory authority, consideration and analysis of:*

(i) the macroprudential concerns that may affect the specific risk profile, the approved risk tolerance limits, the business strategy, the underwriting activities or the investment decisions, and the overall solvency needs of the undertaking referred to in point (a);

*(ii) the activities of the undertaking that may affect the macroeconomic and financial markets' developments, and have the potential to turn into sources of **systemic risk**;*

*f) **the overall capacity of the undertaking to settle its financial obligations towards policyholders and other counterparties when those obligations fall due, even under stressed conditions.***'

Constat

- La dimension systématique du risque doit être prise en compte via des analyses de risque induit et subi
- En cas d'évènements systémique majeur la capacité à faire face aux obligations de l'assureur doit être étudiée et notamment en cas d'arrivée à échéance importante de ses obligations (refinancement, réinvestissement).

4 – Impact pilier 2 ORSA

Prise en compte du risque de liquidité

Liquidity risk management – Article 144a

1. Member States shall ensure that the liquidity risk management of insurance and reinsurance undertakings referred to in Article 44(2), point (d), **ensure they maintain adequate liquidity to settle their financial obligation towards policyholders and other counterparties when they fall due, even under stressed conditions.**
2. For the purpose of paragraph 1, Member States shall ensure that insurance and reinsurance undertakings **draw up and maintain a liquidity risk management plan projecting the incoming and outgoing cash flows in relation to their assets and liabilities.** Member States shall ensure that insurance and reinsurance undertakings **develop a set of liquidity risk indicators to identify, monitor and address potential liquidity stress.**
5. Member States shall ensure that, **where insurance and reinsurance undertakings apply the matching adjustment referred to in Article 77b or the volatility adjustment referred to in Article 77d, they may combine the liquidity risk management plan** referred to in paragraph 3 of this Article with the plan required in accordance with Article 44(2), third subparagraph.

Constat

- **L'Article 144b** complète cet article avec un ensemble de mesures/pouvoirs donnés au superviseur allant de :
 - Demande de plans de remédiation si risques identifiés;
 - Demande de renforcement des positions liquides si déficience;
 - Suspension temporaire des droits des assurés de rachats pour les entreprises faisant face à un risque important de liquidité pouvant menacer la protection des assurés et le système financier.

5 – Impact sur les reportings à produire

Nouveaux éléments à produire

Reporting

The modifications to **Article 35 and the new Article 35a adapt the reporting requirements for low-risk profile undertakings**, notably to facilitate the access to exemptions and limitations on reporting for these entities.

The new to Article 35(5a) and the new Article 256b on the Regular Supervisory Report (RSR) by undertakings and groups **lay down the principles and frequency for this narrative report. The new Article 35b sets out reporting deadlines** and introduces the possibility to change them where justified by extraordinary circumstances.

Paragraphs 26 and 83 amend **Article 51 and, respectively, Article 256 to modify the structure of the Solvency and Financial Condition Report (SFCR)** by undertakings and groups, splitting its content into a part addressed to policyholders and a part addressed to other stakeholders.

Paragraphs 27 and 84 introduce through the **new Articles 51a and 256c an auditing requirement for the prudential balance sheet, the group balance sheet and/or the single SFCR.**

Paragraph 28 introduces in **Article 52 the obligation for supervisors to submit to EIOPA statistics on the use of proportionality measures** and simplifications in their market.

Paragraph 47 **amends Article 112 to require undertakings using an internal model to report regularly to the supervisors** an estimation of the Solvency Capital Requirement calculated with the standard formula.

Constat

- Divergence des exigences entre les acteurs “low-risk profile” et les autres acteurs.
- Mesures touchant à la fois le contenu, la fréquence et les délais.
- Reporting par le superviseur national de l’usage des mesures de proportionnalité.